

Monsieur le directeur académique,

Le 1er février, les personnels éducatifs se sont fortement mobilisés face au mépris gouvernemental accumulé ces dernières semaines, ou plutôt ces derniers mois... pardon, ces dernières années.

Les annonces du premier ministre sur le "réarmement" de l'école apparaissent déconnectées des problématiques de terrain. Les collègues crient leur colère, leur exaspération, le nombre de fiches RSST explose. C'est le signe alarmant d'une dégradation importante des conditions de travail et de l'augmentation de la souffrance au travail.

Pour mener à bien nos missions, nous avons besoin de recrutements massifs, de formations de qualité et de temps de concertation. Alors que la journée de solidarité doit être consacrée à la concertation dont nous manquons cruellement, nous avez choisi de nous convoquer, au mépris de la réglementation, à une formation sur les valeurs de la République. Ce choix, nos organisations syndicales l'ont dénoncé unanimement, dans un courrier envoyé le 25 janvier, auquel nous n'avons pas reçu de réponse.

En écoutant les derniers discours de ceux qui nous gouvernent, on se demande quelles sont les valeurs qu'on veut nous transmettre. Est-ce encore liberté, égalité, fraternité ?

Ça ne peut pas être la liberté :

Quelle liberté pédagogique, avec des programmes de plus en plus contraignants et des manuels bientôt imposés ? Et ceci, alors même que les remises en cause des programmes et les attaques envers les choix pédagogiques des collègues, venues de l'extrême droite, sont en augmentation. Où est la liberté quand on cherche à imposer l'uniforme à tous les élèves, et à généraliser le SNU, qui sera pris sur des heures d'enseignement, avec le budget de l'Education nationale ?

Ça ne peut pas être l'égalité :

- La mise en place de groupes de niveaux signifie la fin du collège unique et va conduire à un creusement des écarts de niveau, entre la concurrence des « bons » et la résignation des « nuls ». Cela signifie également la fin de la politique d'école inclusive, car de nombreux élèves handicapés se retrouveront ensemble dans le groupe des élèves en difficulté. Comment parler d'égalité dans ces conditions ?

- D'autre part, où est l'égalité, quand on constate le séparatisme social des écoles privées. Pour rappel, les chiffres de 2021-2022 dans le département : sur les 20 écoles à l'IPS le plus faible, il y a 18 écoles publiques. Par contre sur les 23 écoles à l'IPS le plus fort, il y a 13 écoles privées et 10 publiques. Les écoles publiques accueillent tous les élèves sans distinction, et composent avec le manque de moyens grandissant pour faire progresser tous les élèves.

Ça ne peut pas être la fraternité :

Quelle fraternité quand on expulse des enfants scolarisés en France depuis des années vers un pays qu'ils ne connaissent pas, comme ça s'est passé dans le Morbihan ?

Quelle fraternité quand 3000 enfants dorment dans la rue ? Quand la loi SRU est remise en cause, quand tous les droits sociaux de base sont attaqués, dont le droit au chômage, au RSA, à la retraite... ?

Quelle fraternité avec la loi immigration, qui remet en cause les droits des étrangers jusqu'à établir une préférence nationale ?

Il y a aussi ce principe qu'on tend à nous présenter comme une nouvelle valeur et qui n'est encore qu'un principe, la laïcité. Ces derniers temps, elle est dévoyée et instrumentalisée.

Sous prétexte de laïcité, on nous pousse à la discrimination sur la base des tenues vestimentaires des élèves. Dans notre département, des élèves sont inquiété·es pour savoir ce qu'ils portent sous leurs tenues.

Malgré la neutralité prétendue de l'Etat envers les religions, force est de constater le traitement inéquitable des établissements privés sous contrat en fonction de leur confession.

Non non non, ça ne peut pas être ça.

Les derniers discours du Président et de ses ministres concernant les annonces des politiques publiques s'appuient largement sur d'autres valeurs, qui nous rappellent les heures les plus sombres de l'Histoire : travail, famille, patrie.

Sud éducation représente des travailleurs et travailleuses de tous les corps de métier de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur, qui croient en leur métier et en leur mission de service public, service public que nous voulons émancipateur pour tous les élèves. C'est pourquoi nous continuerons de résister par tous les moyens possibles à la destruction organisée de l'Ecole publique.